

**CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE RELATIVE AUX TRAVAUX DE RECHERCHE ET DE CONSULTATION SUR LA LOI SUR LA PROTECTION DES PERSONNES DONT L'ÉTAT MENTAL PRÉSENTE UN DANGER POUR ELLES-MÊMES OU POUR AUTRUI**

**Entre**

Le **MINISTRE RESPONSABLE DES SERVICES SOCIAUX**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par madame Caroline de Pokomandy-Morin, sous-ministre adjointe de la Direction générale des programmes dédiés aux personnes, aux familles et aux communautés (ci-après la « DGPPFC »), dûment autorisée aux termes du Règlement 2 sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Santé et des Services sociaux (RLRQ, chapitre M-19.2, r.3);

ci-après appelé le « Ministre »,

**Et**

**L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RÉFORME DU DROIT ET DE LA JUSTICE**, personne morale sans but lucratif, légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) ayant son siège au, 3101 chemin de la Tour, Pavillon Maximilien Caron, Montréal (Québec) H3T 1J7, représenté par monsieur Pierre Noreau, président, dûment autorisé ainsi qu'il déclare;

ci-après appelé l' « IQRDJ »,

ci-après appelés collectivement « les Parties ».

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QU'**en vertu du paragraphe *d* de l'article 3 de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (RLRQ, chapitre M-19.2), le ministre de la Santé et des Services sociaux doit favoriser l'étude et la recherche scientifique dans le domaine de la santé et des services sociaux;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 24 de la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (RLRQ, chapitre P-38.001, ci-après la « LPP »), le ministre de la Santé et des Services sociaux est responsable de l'application de cette loi;

**ATTENDU QU'**en vertu du décret 1652-2022 du 20 octobre 2022, le Ministre exerce les fonctions et les responsabilités du ministre de la Santé et des Services sociaux prévues à cette loi;

**ATTENDU QUE** le respect des droits fondamentaux des personnes concernées par la LPP constitue un enjeu crucial, omniprésent en matière de santé mentale;

**ATTENDU QU'**il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre les droits individuels et collectifs, tout en considérant les spécificités liées à la santé mentale;

**ATTENDU QUE** la programmation budgétaire du ministère de la Santé et des Services sociaux permet de soutenir des activités de recherche et d'évaluation, plus particulièrement au niveau du programme-services Santé mentale;

**ATTENDU QUE** le Ministre reconnaît l'expertise de recherche juridique et interdisciplinaire, ainsi que de consultation publique de l'IQRDJ;

**ATTENDU QUE** l'IQRDJ est un organisme indépendant, d'intérêt public, dont les travaux ont un caractère public;

**ATTENDU QUE** la confiance du public et de l'ensemble des intervenants envers l'IQRDJ est essentielle;

**ATTENDU QUE** l'IQRDJ adopte les valeurs et les principes directeurs fondés notamment sur l'intégrité, l'indépendance, la transparence, l'inclusion, la diversité, l'interdisciplinarité, la collaboration, l'expertise et la pertinence de ses activités;

**ATTENDU QU'**il y a lieu d'octroyer à l'IQRDJ une aide financière pour financer les travaux de recherche et de consultation sur la LPP;

**CES CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES ÉTANT EXPOSÉES, LES PARTIES CONVIENNENT CONJOINTEMENT DE CE QUI SUIT :**

## **1. OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet l'octroi, par le Ministre, d'une aide financière de 205 994 \$ à l'IQRDJ afin de financer des travaux de recherche et de consultation sur la LPP, comprenant notamment :

- un état des lieux de la situation en santé mentale au Québec, incluant une analyse de la littérature et des études en la matière, notamment dans une perspective comparative;
- une enquête de terrain menée auprès des acteurs impliqués dans de telles situations (intervenants sociaux, juges, psychiatres, avocats, familles, etc.);
- une consultation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la LPP par la tenue de deux forums des acteurs;
- un sondage public mené auprès de la population;
- un appel en vue de recevoir des mémoires issus des différentes parties prenantes concernées par la LPP, ainsi que la formulation de recommandations issues de l'analyse de ces mémoires et de l'enquête de terrain.

Ainsi, les travaux, lesquels sont plus amplement décrits à l'annexe, comporteront à la fois un aspect de recherche (juridique et interdisciplinaire) et un aspect de consultation et de participation publiques.

Les frais de gestion et d'administration de l'IQRDJ représentent 27 % du montant total de l'aide financière.

La présente convention détermine également les rôles et les responsabilités des Parties.

## **2. MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE**

Un montant total de 205 994 \$ sera octroyé pour les années financières 2023-2024 et 2024-2025, selon les modalités prévues au paragraphe suivant.

Le paiement du montant total et maximal sera effectué selon les modalités suivantes :

- en 2023-2024, un premier versement équivalent à 70 % du montant total, soit 144 196 \$ sera versé à l'IQRDJ à la signature de la convention;
- en 2024-2025, un deuxième versement équivalent à 30 % du montant total, soit 61 798 \$ sera versé à l'IQRDJ en date du 31 mars 2025.

Ce financement inclut tous les frais afférents à la présente convention, excepté ceux liés à la réalisation du sondage public qui seront déterminés ultérieurement par les Parties, ceci sur la base des taux et politiques en vigueur au gouvernement du Québec. Les pièces justificatives devront être accessibles au Ministre sur demande. Ainsi, les frais de déplacement, de recherche, de communications et tous autres frais, coûts ou dépenses que ce soit, relatifs à la présente convention, sont à la charge de l'IQRDJ.

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

## **3. CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE FINANCIÈRE**

Afin de bénéficier de l'aide financière, l'IQRDJ s'engage à respecter les conditions suivantes :

- a) utiliser l'aide financière octroyée par la présente convention aux seules fins qui y sont prévues, soit la réalisation des travaux prévus à l'annexe;
- b) rembourser au Ministre, à l'expiration de la présente convention, tout montant non utilisé (non dépensé ou non engagé) ou utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente convention;
- c) indiquer clairement dans toutes les activités de communication, les publications, les annonces publicitaires et les communiqués reliés à la présente convention qu'une aide financière du gouvernement du Québec a été versée et faire parvenir au Ministre une copie du matériel de communication produit;
- d) produire au Ministre, au plus tard le 30 avril de chaque année, un rapport d'étape de l'utilisation de l'aide financière et la description des activités réalisées pour la période visée. Le ou les rapports doivent être accompagnés, le cas échéant, des documents produits dans le cadre de la période visée comportant, le cas échéant, les mentions exigées par le Ministre;
- e) produire au Ministre, au plus tard le 31 mars 2024, un rapport écrit sur l'analyse de la littérature et de la recherche;

- f) produire au Ministre, au plus tard le 28 février 2025, un rapport écrit sur l'enquête de terrain;
- g) effectuer deux forums, soit un premier au printemps ou à l'automne 2024, et un deuxième à l'hiver 2025;
- h) produire au Ministre, au plus tard le 31 janvier 2025, un rapport écrit sur le sondage public;
- i) produire au Ministre, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2025, un rapport final écrit comprenant des recommandations à la suite du bilan de l'ensemble des travaux réalisés;
- j) fournir au Ministre, sur demande, tout autre document ou renseignement pertinent à l'utilisation de l'aide financière, et collaborer avec lui à toute vérification qu'il demande;
- k) respecter les lois et les règlements applicables;
- l) éviter toute situation mettant en conflit l'intérêt personnel de ses administrateurs et celui du Ministre ou créant l'apparence d'un tel conflit, à l'exclusion toutefois d'un conflit découlant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, et, si une telle situation se présente, en informer le Ministre qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant à l'IQRDJ comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier la convention conformément à la présente convention.

#### **4. CARACTÈRE PUBLIC DES TRAVAUX DE L'IQRDJ**

La communication publique des travaux est une exigence inhérente aux activités de l'IQRDJ, incluant les rapports produits, les consultations et les activités de participation menées dans le cadre de la présente convention.

Le Ministre permet à l'IQRDJ de rendre public les résultats des travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Lors de toute communication publique afférente aux travaux réalisés dans le cadre de la présente convention, chaque partie assure la visibilité de son vis-à-vis, notamment par l'insertion de sa dénomination ainsi que de son logo, sur tout support ayant trait à ces travaux (affiche, dépliant, brochure, rapport, ouvrage, site Web, réseaux sociaux, etc.).

L'IQRDJ s'engage à respecter un embargo maximal de deux mois avant toute communication publique, sous quelque forme que ce soit, des travaux produits dans le cadre de ce mandat. Le délai débute à la date de dépôt des documents au Ministre.

## **5. REPRÉSENTANTS DES PARTIES**

Aux fins de l'application de la présente convention, y compris pour toute approbation qui y est requise, les Parties sont représentées par les personnes suivantes :

Pour le Ministre :

Monsieur Tung Tran  
Directeur général adjoint des services en santé mentale, en dépendance et en itinérance  
Courriel : tung.tran@msss.gouv.qc.ca

Advenant la nécessité d'un changement de représentant, le Ministre en avisera l'IQRDJ dans les plus brefs délais.

Pour l'IQRDJ :

Monsieur Pierre Noreau  
Président  
Courriel : pierre.noreau@umontreal.ca

Advenant la nécessité d'un changement de représentant, l'IQRDJ en avisera le Ministre dans les plus brefs délais.

## **6. COMITÉ DE SUIVI**

Un comité de suivi sera mis en place, lequel sera coprésidé par les représentants des Parties nommés à l'article 4 de la présente convention. Il sera composé des personnes suivantes :

- la sous-ministre adjointe de la DGPPFC du MSSH;
- le directeur national des services en santé mentale et de psychiatrie légale du MSSH;
- le directeur général adjoint des services en santé mentale, en dépendance et en itinérance du MSSH;
- la directrice générale de l'IQRDJ;
- le président de l'IQRDJ;
- la directrice scientifique de l'IQRDJ;
- une chargée de projets – volet recherche de l'IQRDJ.

Ce comité, qui se réunira minimalement quatre fois par année, aura notamment comme mandat :

- d'assurer le suivi et le respect de la présente convention;
- de déterminer les orientations ou modifications à apporter à celle-ci en fonction de l'évolution des travaux et difficultés rencontrées, le cas échéant;
- d'assurer le respect des travaux qui se trouvent en annexe.

## 7. RÉSILIATION

Le Ministre se réserve le droit de résilier, en tout temps, la présente convention si :

- a) l'IQRDJ lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;
- b) il est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles les versements sont octroyés;
- c) l'IQRDJ fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, condition et obligation qui lui incombent en vertu de la présente convention;
- d) l'IQRDJ cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, la liquidation ou la cession de ces biens;

Dans les cas prévus aux paragraphes *a*, *b* et *d*, la présente convention sera résiliée à compter de la date de réception par l'IQRDJ d'un avis du Ministre à cet effet.

La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure.

Dans le cas prévu au paragraphe *c*, le Ministre doit transmettre un avis de résiliation à l'IQRDJ et celui-ci aura 30 jours ouvrables pour remédier aux défauts énoncés dans l'avis et en aviser le Ministre, à défaut de quoi la convention sera automatiquement résiliée à compter de la date de réception de cet avis, sans compensation ni indemnité pour quelques causes ou raison que ce soit. Le Ministre pourra également suspendre tout versement jusqu'à ce que l'IQRDJ ait remédié au défaut.

Dans les cas prévus aux paragraphes *a* et *c*, le Ministre se réserve le droit d'exiger le remboursement total ou partiel du montant qui aura été versé à la date de la résiliation.

Tout remboursement dû par l'IQRDJ sera effectué par chèque à l'ordre du ministre des Finances dans les 10 jours suivant la demande du Ministre. Le Ministre conservera ce droit au remboursement même après l'échéance ou la résiliation de la présente convention.

Le fait que le Ministre n'exerce pas son droit à la résiliation ne doit pas être interprété comme une renonciation à son exercice.

Le Ministre se réserve également le droit de résilier sans motif la présente convention. Pour ce faire, le Ministre doit transmettre un avis écrit de résiliation à l'IQRDJ. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de réception de cet avis par l'IQRDJ. L'IQRDJ aura alors droit aux frais, déboursés et sommes engagées dans la réalisation des travaux à la date de résiliation de la présente convention, conformément à celle-ci, sans autre compensation ou indemnité que ce soit.

Advenant la résiliation, l'IQRDJ s'engage à rembourser au Ministre tout solde sur les montants versés, mais non dépensés. Ce solde doit être remboursé dans un délai de 60 jours suivant la date de la résiliation. Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de la résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les travaux de recherche.

Malgré la résiliation de la présente convention, toute clause qui, par nature, devrait continuer de s'appliquer, incluant les articles 8 et 9, demeurent en vigueur et continuent de lier les Parties.

## **8. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, LICENCE ET GARANTIES**

### **8.1 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LICENCE**

L'IQRDJ est titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les rapports qu'il produit dans le cadre de la présente convention.

L'IQRDJ accorde au Ministre une licence non exclusive, non transférable et irrévocable lui permettant de reproduire, adapter, publier, communiquer au public par quelque moyen que ce soit, traduire, exécuter ou représenter en public le rapport final de recherche ainsi que les rapports d'analyse produits en vertu de la présente convention pour toutes fins convenues entre les Parties.

Cette licence est accordée sans limites territoriales et sans limites de temps.

Toute considération pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de la présente convention est incluse dans le montant de l'aide financière prévu à la présente convention.

La présente convention et les droits qui en découlent ne peuvent être cédés par les Parties.

### **8.2 GARANTIES**

L'IQRDJ garantit au Ministre qu'il a respecté la Loi sur le droit d'auteur (L.R.C. chapitre C-42) et qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, d'accorder la licence qui y est prévue. L'IQRDJ se porte garant envers le Ministre contre tout recours, poursuites, réclamations, demandes et autres procédures prises par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

L'IQRDJ s'engage à prendre fait et cause et à indemniser le Ministre pour tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

## **9. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET CONFIDENTIELS**

Les « renseignements » désignent des renseignements personnels et confidentiels au sens de la loi.

L'IQRDJ s'engage à respecter les dispositions légales qui lui sont applicables en matière de renseignements personnels.

Dans la réalisation de son projet, l'IQRDJ convient qu'il respectera les normes d'éthique en matière d'enquête et de sondage applicables au milieu de la recherche.

Entre autres, l'IQRDJ convient de :

À l'attention de : Monsieur Tung Tran  
 Directeur général adjoint des services en santé mentale,  
 en dépendance et en itinérance  
 Ministère de la Santé et des Services sociaux  
 Édifice Catherine-De Longpré  
 1075, chemin Sainte-Foy, 6<sup>e</sup> étage  
 Québec (Québec) G1S 2M1  
 Télécopieur : 418 266-6854  
 dgassmdi.bureauDGA@msss.gouv.qc.ca



## **L'IQRDJ :**

À l'attention de :        Monsieur Pierre Noreau  
Président  
Institut québécois de réforme du droit et de la justice  
Pavillon Maximilien-Caron  
C. P. 6128, succursale Centre-ville  
Montréal (Québec) H3C 3J7  
Téléphone : 514 758-8746  
alexandra.pasca@iqrdj.ca

Tout changement d'adresse de l'une des Parties doit faire l'objet d'un avis à l'autre Partie.

## **12. DURÉE**

Malgré la date de sa signature, la présente convention entre en vigueur le 17 mai 2023 et se termine le 1<sup>er</sup> septembre 2025.

Malgré la fin de la présente convention, toute clause qui, par nature, devrait continuer de s'appliquer, incluant les articles 8 et 9, demeurent en vigueur et continuent de lier les Parties.

## **13. PROLONGATION**

Les Parties pourront également convenir par écrit de prolonger la durée de la présente convention au-delà de la date de fin prévue.

Une telle prolongation devra être approuvée par les instances compétentes des deux Parties. Elle fera l'objet d'un avenant qui en précisera la durée et toute autre modalité applicable. À moins que l'avenant de prolongation n'en dispose autrement, une prolongation de la présente convention sera assujettie aux mêmes termes et conditions que l'entente initiale.

**EN FOI DE QUOI**, les Parties signent la présente convention en signature électronique ci-dessous en date et lieu :

Pour le **MINISTRE RESPONSABLE DES SERVICES SOCIAUX**



Le 27 octobre 2023

M. Caroline de Pokomandy-Morin, sous-ministre adjointe  
Direction générale des programmes dédiés aux personnes, aux familles et aux communautés

Pour l'**INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RÉFORME DU DROIT ET DE LA JUSTICE**



Le 23 octobre 2023

M. Pierre Noreau, président

## ANNEXE

### **TRAVAUX DE RECHERCHE ET DE CONSULTATION DE L'IQRDJ SUR LA LOI SUR LA PROTECTION DES PERSONNES DONT L'ÉTAT MENTAL PRÉSENTE UN DANGER POUR ELLES-MÊMES OU POUR AUTRUI**

La présente convention vise la réalisation de travaux de recherche et de consultation par l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ) sur la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui (RLRQ, chapitre P-38.001, ci-après la « LPP »). Ces travaux visent à examiner de manière indépendante et transparente les divers enjeux entourant la LPP et à proposer des solutions concrètes pour améliorer la protection des personnes concernées par cette loi, tout en tenant compte des perspectives de l'ensemble des parties prenantes.

#### **CONTEXTE GLOBAL DU PROJET DE RECHERCHE**

L'intervention en matière de santé mentale soulève de nombreux questionnements. Parmi ceux-ci, l'équilibre des droits en présence est central. Le respect des droits fondamentaux des personnes concernées constitue un enjeu crucial, omniprésent en matière de santé mentale, que ce soit la liberté de consentir aux soins, le droit et l'accès à l'information, le droit de communiquer de manière confidentielle, la représentation par avocat, ou encore la participation aux audiences judiciaires. Il s'agit alors de trouver un juste équilibre entre les droits individuels et collectifs, tout en considérant les spécificités liées à la santé mentale.

Dans le cadre actuel de la LPP, plusieurs études ont déjà mis en évidence les difficultés entourant la définition d'un équilibre satisfaisant entre plusieurs considérations, notamment la difficulté d'estimer le danger que présente une personne pour elle-même et pour autrui tout en respectant les droits et libertés des personnes placées sous garde ou contraintes à un traitement. L'analyse de la littérature et des nombreuses études empiriques menées sur ces questions au Québec permettra d'approfondir ces enjeux de nature juridique en les inscrivant dans la réalité de la pratique et de l'expérience en matière de santé mentale.

Les questions de nature organisationnelle sont également récurrentes dans le cadre de l'application de la LPP. Les pratiques organisationnelles propres aux différentes institutions publiques et aux instances judiciaires soulèvent des enjeux spécifiques en matière de protection des personnes en lien avec la santé mentale. Cela comprend par exemple la division de l'intervention judiciaire en santé mentale entre plusieurs instances (Cour du Québec, Cour supérieure, Tribunal administratif du Québec), la qualité, la disponibilité et la coordination des services en santé mentale (notamment le partage des responsabilités entre les services d'aide en situation de crise - SASCS) ou encore la répartition des rôles et des responsabilités entre les différents acteurs et secteurs impliqués dans l'intervention en santé mentale (notamment la question de la place de l'expertise psychiatrique dans la décision judiciaire). Ces enjeux mettent en lumière la nécessité d'examiner attentivement les logiques pratiques de l'intervention en santé mentale et d'identifier des solutions globales et cohérentes, en vue d'améliorer le fonctionnement organisationnel et de mieux répondre aux besoins des personnes concernées par la LPP.

## **ORGANISATION DE LA RECHERCHE**

Les travaux se déclineront en cinq étapes, chacune formant un chantier différent : **(1)** un état des lieux de la situation en santé mentale au Québec, incluant une analyse de la littérature et des études en la matière, notamment dans une perspective comparative; **(2)** une enquête de terrain menée auprès des acteurs en santé mentale concernés par la LPP (intervenants sociaux, juges, psychiatres, avocats, familles, etc.); **(3)** une consultation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la LPP par la tenue de deux forums de consultation; **(4)** un sondage public mené auprès de la population et **(5)** un appel en vue de recevoir des mémoires issus des différentes parties prenantes concernées par la LPP, ainsi que la formulation de recommandations issues de l'analyse de ces mémoires et de l'enquête de terrain. Ainsi, les travaux comporteront à la fois un aspect de recherche (juridique et interdisciplinaire) et un aspect de consultation et de participation publiques. Ces cinq étapes sont détaillées plus amplement ci-dessous.

### **CHANTIER 1 : ANALYSE DE LA LITTÉRATURE ET DES RECHERCHES EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE**

#### *Livrable 1 : Rapport sur l'analyse de la littérature et de la recherche*

Ce chantier sera divisé en 2 volets distincts, mais complémentaires.

- *Volet 1 : Une analyse exploratoire de la littérature et des études relatives à l'intervention en matière de santé mentale au Québec*

Pour comprendre pleinement les enjeux soulevés par la LPP ou par sa mise en œuvre, un état des lieux favorisera une mise en contexte historique des politiques publiques en matière de santé mentale au Québec. Il est important de bien discerner le positionnement des auteurs concernant la question de la santé mentale, en particulier en ce qui concerne les enjeux de protection des droits individuels et collectifs qui sont souvent mis en tension. Cette analyse permettra notamment de mieux circonscrire les valeurs et les objectifs relatifs aux politiques et pratiques en matière de santé mentale, ainsi que d'analyser le cadre normatif et institutionnel structurant les interventions. La recension et l'analyse de la littérature et des études réalisées jusqu'ici au Québec en matière de santé mentale permettront de synthétiser les données factuelles et d'appuyer des propositions ultérieures.

- *Volet 2 : Une analyse comparative de la littérature*

Une comparaison de la littérature et des études relatives à l'intervention en matière de santé mentale au Québec avec celles d'autres juridictions au niveau national ou international fournira des points de comparaison utiles et permettra d'identifier les caractéristiques propres du modèle québécois d'intervention. Cette comparaison permettra également de repérer les principes, les pratiques et les innovations prometteuses en matière de santé mentale.

## **CHANTIER 2 : ENQUÊTE QUALITATIVE AUPRÈS DES ACTEURS CLÉS DE L'INTERVENTION EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE**

### **Livrable 2 : Rapport sur l'enquête de terrain**

À la lumière des résultats de l'état des lieux de la problématique de la santé mentale au Québec, l'équipe de chercheurs de l'IQRDJ procédera à une enquête de terrain auprès des principaux acteurs en santé mentale concernés par la LPP.

Dans cette enquête, une cinquantaine d'entretiens semi-dirigés seront menés auprès des acteurs concernés par la LPP afin de saisir leur définition et leur compréhension du système, des rôles et responsabilités de chacun, leur degré de collaboration entre eux et les défis auxquels ils font face. L'enquête sera notamment conduite auprès des juges, des avocats, des criminologues, des agents de la paix, des psychiatres et psychologues, des médecins et intervenants sociaux. L'objectif de cette enquête est d'examiner les mécanismes de prévention, de prise en charge et d'intervention actuellement en place en santé mentale au Québec. Elle permettra d'identifier des pistes d'amélioration susceptibles de répondre aux réalités des individus concernés.

## **CHANTIER 3 : FORUMS DE CONSULTATION DES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA LPP**

### **Livrable 3 : Forum 1 et Forum 2**

Ce chantier vise à consulter les acteurs associés à la mise en œuvre de la LPP afin d'identifier les enjeux propres à chaque groupe d'acteurs et leur positionnement à l'égard des enjeux transversaux qui transcendent l'intervention auprès des personnes atteintes de maladie mentale et leur milieu, de manière à situer les consensus possibles. Ce forum sera également l'occasion d'expliquer les travaux de l'IQRDJ et de faire connaître ses démarches auprès des acteurs clés, notamment en vue de l'appel des mémoires (chantier 5).

Ce chantier sera constitué par la tenue de deux forums de consultation et de partage entre les différents acteurs jouant un rôle dans le cadre de la LPP. Plusieurs groupes d'acteurs seront appelés à y participer, notamment les acteurs du droit (avocats, juges, greffier, Curateur public, etc.), les acteurs de la santé mentale (psychiatres, psychologues, infirmiers, etc.), les acteurs communautaires et les organismes de défense et d'accompagnement des personnes visées par la LPP, ainsi que les acteurs de l'intervention publique (décideurs, SPVM, etc.).

La structure des deux forums, qui pourra être amenée à évoluer selon les discussions entre les Parties, devrait s'étendre sur une journée, suivi d'une courte rencontre en visioconférence afin de partager les résultats des discussions. Dans le cadre de chaque forum, des ateliers de discussion pourront se tenir entre les acteurs du même groupe au sujet de leurs enjeux communs, ainsi qu'entre les acteurs de différents groupes au sujet d'enjeux transversaux.

Une démarche de consultation pourrait être également envisagée auprès des usagers de services, notamment dans le cadre des comités des usagers liés aux services de santé mentale. La structure de cette démarche, comme des observations lors de tables rondes, et les coûts afférents seront à déterminer entre les Parties, le cas échéant.

## **CHANTIER 4 : SONDAGE PUBLIC AUPRÈS DE LA POPULATION**

### **Livrable 4 : Rapport écrit sur le sondage public**

À la lumière des résultats de l'état des lieux de la problématique de la santé mentale au Québec, une enquête publique sera réalisée par sondage auprès de la population, afin d'évaluer la perception de la maladie mentale, ainsi que la vision de la prise en charge publique de cette problématique.

Elle permettra de mesurer les perceptions, les opinions et les attitudes envers la santé mentale au Québec, de même que la compréhension qu'ont les résidents québécois de cette réalité.

## **CHANTIER 5 : DÉPÔT DE MÉMOIRES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS**

### **Livrable 5 : Rapport final et recommandations**

L'IQRDJ réalisera finalement l'analyse détaillée des mémoires qui lui seront soumis à la suite d'un appel public lancé à l'automne 2024 pour permettre leur conception et leur rédaction. L'équipe de recherche formée par l'IQRDJ bénéficiera ainsi de la contribution directe des acteurs organisés du milieu de la santé mentale : associations communautaires, associations professionnelles, représentants institutionnels, groupes de défenses des droits et libertés de la personne, etc. Les mémoires pourront être déposés en ligne et rendus publics pour assurer la transparence du processus. La procédure pour le dépôt des mémoires sera convenue en collaboration avec le Ministre dès la signature de la présente convention.

Cette démarche, tout comme celle du sondage public, s'inscrit dans la mission de consultation publique de l'IQRDJ. Elle répond également à la « Stratégie nationale concertation en justice et santé mentale » du Gouvernement du Québec<sup>1</sup> qui vise à consulter les parties prenantes : citoyens, communautés universitaires, professionnels et communautaires, de manière à identifier ensemble des pistes de solutions pour mieux cerner et répondre aux enjeux de politique publique de santé mentale. L'équipe de chercheurs de l'IQRDJ rédigera un rapport final fondé sur l'ensemble des données de recherche, de consultation et d'enquête recueillies et déposera des propositions de recommandations auprès du Ministre.

---

<sup>1</sup> Gouvernement du Québec, *Stratégie nationale de concertation en justice et santé mentale. Agir ensemble pour une justice adaptée aux enjeux de santé mentale*, 2018.

## CALENDRIER DE RÉALISATION ET BUDGET PRÉVISIONNEL

La réalisation des travaux s'échelonnera sur une période de 27 mois suivant le démarrage des travaux de l'IQRDJ. L'échéancier peut varier selon la disponibilité des chercheurs et des acteurs consultés. Le budget prévisionnel total, principalement consacré à l'emploi d'étudiants-chercheurs, s'élève à 205 994 \$.

	Été 2023	Automn e2023	Hiver 2024	Printem ps-Été 2024	Autom ne2024	Hiver 2025	Printem ps – été 2025
Démarrage du projet : 800 \$							
Création de l'équipe de recherche	800 \$						
Chantier 1. Revue de littérature : 23 900 \$							
Revue de littérature (volets 1 et 2)	19 300 \$						
Rapport de recherche 1			4 600 \$				
Chantier 2. Étude empirique avec entretiens semi-dirigés : 49 000 \$							
Préparation des entretiens et élaboration de l'approbation éthique (échantillonnage et canevas)		5 250 \$					
Entretiens semi-dirigés (50)			8 750 \$				
Transcription des entretiens			10 500 \$				
Codage et analyse des entretiens				10 500 \$			
Analyse des résultats					10 500 \$		
Rapport de recherche 2						3 500 \$	
Chantier 3. Forums de consultation des acteurs : 30 000 \$							
Forum 1				15 000 \$			
Forum 2						15 000 \$	
Chantier 4. Sondage public : 28 500 \$							
Réalisation du sondage			Coût à définir avec le Ministre				
Préparation et analyse du sondage		25 000 \$					
Rapport sur le sondage public						3 500 \$	
Chantier 5. Recueil et analyse des mémoires : 19 500 \$							
Organisation du dépôt des mémoires					2 000 \$		
Analyse des mémoires				17 500 \$			
Travail de synthèse : 10 500 \$							
Analyse globale						7 000 \$	
Rapport final							3 500 \$
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>162 200 \$</b>						
Autres frais : 43 794 \$							
Frais de gestion et d'administration	27 % du coût du projet : 43 794 \$						
<b>TOTAL</b>	<b>205 994 \$</b>						